



Marché de services
Marché à procédure adaptée – articles L2123-1,
R2123-1 à R2123-8 du Code de la commande
publique)

Cahier des Clauses Particulières

C.C.P.

**Parc Amazonien de Guyane | 2025_012 – Travaux d’entretien
des espaces verts pour le Parc Amazonien de Guyane (Sites
de Rémire-Montjoly et Matoury)**

Marché n° 2025_012

Acheteur : Parc amazonien de Guyane

1, rue de la canne à sucre
973 54 Rémire-Montjoly
Téléphone : 0594 29 12 52
Télécopie : 0594 29 26 58

SOMMAIRE

| | | |
|-------------------|--|----------|
| ARTICLE 1- | OBJET DU MARCHÉ – LIEU D’EXECUTION..... | 3 |
| ARTICLE 2- | PRESTATIONS DEMANDEES | 3 |
| 2.1 | TRAVAUX D’ENTRETIEN DES ESPACES VERTS..... | 3 |
| 2.2 | CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION | 3 |
| 2.3 | FREQUENCE D’ENTRETIEN | 4 |
| 2.4 | OBLIGATIONS DE PROTECTION DES OUVRAGES ET DES VEHICULES..... | 4 |
| ARTICLE 3- | CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ | 4 |
| 3.1 | TYPE DE MARCHÉ | 4 |
| 3.2 | DUREE DU MARCHÉ..... | 4 |
| 3.3 | PRESTATIONS SIMILAIRES..... | 5 |
| ARTICLE 4- | PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT | 5 |
| 4.1 | PRIX DU CONTRAT | 5 |
| 4.2 | CONDITIONS DE PAIEMENT | 6 |
| ARTICLE 5- | DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES DIVERSES | 7 |
| 5.1 | SOUS TRAITANCE | 7 |
| 5.2 | ASSURANCES | 7 |
| 5.3 | PRESENTATION REGULIERE DES ATTESTATIONS | 7 |
| 5.4 | RESILIATION..... | 8 |
| 5.5 | LITIGES ET CONTENTIEUX | 8 |

ARTICLE 1- OBJET DU MARCHÉ – LIEU D'EXECUTION

La présente consultation consiste en un marché de services pour l'entretien des espaces verts au Siège du Parc Amazonien de la Guyane ainsi que sur une villa située sur le plateau F de l'Aéroport Félix Eboué.

Lieu d'exécution principal : Rémire-Montjoly et Matoury

Interlocuteurs :

Responsable de la Cellule Logistique, Achats et Constructions

Tomoya TONNELIER – tomoya.tonnellier@guyane-parcnational.fr
0694 21 24 63

ARTICLE 2- PRESTATIONS DEMANDEES

2.1 Travaux d'entretien des espaces verts

Le titulaire procèdera aux travaux d'entretien des espaces verts selon les préconisations suivantes :

1. Tonte des herbes à la débroussailleuse ou à la tondeuse des zones en pleine terre
2. Entretien des arbustes, plantations (taillage, retrait si nécessaire)
3. Soufflage et ramassage des herbes tondues, des branches ou feuillages ou fruits divers, et autres chutes issues des travaux d'entretien et évacuation en décharge
4. Ramassage des déchets dans les zones d'espaces verts,
5. Arrosage si nécessaire

En cas de travaux exceptionnels, tels que l'abattage d'un arbre ou un aménagement paysager, un devis hors marché pourra être demandé (avec possibilité de mise en concurrence).

Les surfaces en evergreen étant très peu enherbées au moment de la passation du marché, leur entretien se fera de manière ponctuelle et exceptionnelle. Le titulaire intégrera cette prestation de manière forfaitaire dans ses prix. Il pourra être réexaminé, lors des reconductions, d'intégrer un coût mensuel d'entretien des parkings si les places deviennent nettement plus enherbées (notamment en application de la clause de réalisation de prestations similaires).

Surfaces estimatives :

- Site de Rémire-Montjoly :
 - o Surface en pleine terre : 500 m²
- Site de Matoury
 - o Surface en pleine terre : 3400 m²

2.2 Conditions particulières d'exécution

Le titulaire devra porter une attention particulière à ne pas dégrader, lors du passage des débroussailleuses ou des tondeuses, aux plantations existantes sur site. Il est demandé de ne pas porter de chocs (coups de rotatifs...) afin de ne pas les endommager.

En cas de dégradation de la plante, le titulaire devra procéder à ses frais à la plantation d'un pied identique.

2.3 Fréquence d'entretien

Le marché prévoit une intervention mensuelle. En cas de besoin, une intervention supplémentaire pourra être demandée et pourra faire l'objet d'un devis complémentaire.

En raison de réunions en extérieur tous les lundis matin, l'intervention ne pourra avoir lieu à ce moment. Les jours et heures de passage possible sont :

- Lundi après-midi
- Mardi toute la journée
- Mercredi matin
- Jeudi toute la journée
- Vendredi matin

Le titulaire devra intervenir à des horaires entraînant le moins de nuisances sonores pour le voisinage (zones pavillonnaires).

Il n'est pas prévu d'intervention, sauf en cas de demande expresse, les week-ends ou jours fériés.

2.4 Obligations de protection des ouvrages et des véhicules

Le titulaire prévoira tous les moyens nécessaires à la protection des véhicules garés sur les sites par des filets de protection ou tout autre moyen de protection permettant d'empêcher les salissures, bris de glace ou tout autre dégradation qui pourra être constaté.

Le titulaire prévoira également, si nécessaire, à la protection des ouvrages bâtementaire lors de son intervention.

En cas de désordre constaté, un constat sera réalisé entre le Parc Amazonien, la personne propriétaire du véhicule et le titulaire du marché. Le titulaire devra la prise en charge des dégradations qu'il aura provoqué.

ARTICLE 3- CARACTERISTIQUES DU MARCHE

3.1 Type de marché

Il s'agit d'un marché de services.

3.2 Durée du marché

Le marché est d'une durée de 12 mois à compter de la date de démarrage indiquée dans le courrier de notification. Il est reconductible trois fois, chaque reconduction étant de 12 mois. La durée maximale du marché est de 48 mois.

3.3 Prestations similaires

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, en application de l'article R 2122-7 du Code de la commande publique. Le montant maximum prévisionnel de ces prestations est de 5 000 € HT par an.

ARTICLE 4- PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix sont forfaitaires.

Les prix du marché comprennent les dépenses liées à l'exécution du marché, ainsi que le carburant ou la charge des batteries des outillages.

■ Variation des prix :

Les prestations sont établies à prix révisibles à date anniversaire de chaque renouvellement, en appliquant aux prix un coefficient selon la formule suivante :

$$C_n = I_{n-3} / I_0$$

I_0 = valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix (Août 2025)

I_{n-3} = valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix moins 3 mois.

L'index de référence est **EV4 - Travaux d'entretien d'espaces verts**

Ainsi, le prix de l'année N+1 sera le suivant :

$$\text{Prix (année } n+1) = \text{Prix (année } n) \times C_n$$

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat y compris frais de déplacements et d'hébergement sur place ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ Clause de réexamen :

Des modifications peuvent être apportées au marché par voie d'avenant, dans le respect de la réglementation applicable en matière de marchés publics.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

La TVA n'est pas applicable en Guyane.

4.2 Conditions de paiement

■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ Périodicité des paiements :

Les paiements se font mensuellement et à l'issue de chaque intervention (sous réserve d'un constat de Service Fait par le Parc Amazonien)

■ Adresse de remise des demandes de paiement :

Facturation Parc Amazonien de Guyane
1, rue de la canne à sucre
97355 Rémire Montjoly
Téléphone : 05 94 29 12 52
Courriel : comptabilite@guyane-parcnational.fr
Télécopie : 05 94 29 26 58
Site internet : <http://www.parc-amazonien-guyane.fr>

Portail Choruspro : conformément à l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014, la facturation dématérialisée devient progressivement obligatoire pour les émetteurs de factures à destination des établissements publics de l'Etat.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

ARTICLE 5- DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES DIVERSES

5.1 Sous traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou

équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance : sans objet

5.2 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

5.3 Présentation régulière des attestations

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1.

Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

5.4 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5% si application par défaut du CCAG de référence.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

5.5 Litiges et contentieux

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Cayenne, situé:
7 rue Victor Schoelcher - BP 5030 - 97305 CAYENNE Cedex.

Tél : 05 94 25 49 70

Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr

Site internet : <http://guyane.tribunal-administratif.fr/>.